

Attribution de temps

pas en lui un vrai père Noël mais un grincheux déguisé, un monstre vert. Je n'hésite pas à dire que c'était effectivement un monstre vert, personnifiant le député venu des collines de Provencher pour priver les enfants de leur Noël, et aussi, bien sûr, leurs mères et leurs familles. Le message que répand le gouvernement conservateur, c'est qu'il va réduire la valeur des allocations familiales allant aux enfants et aux familles du Canada, et surtout aux mères qui se débattent pour élever des enfants. Voilà le cadeau de Noël que le gouvernement leur fait.

Pendant que cela se passait, les députés, ceux d'entre nous du moins qui sommes dans l'opposition, ont continué de présenter des pétitions, comme nous le faisons depuis des semaines. Nous avons présenté des centaines de pétitions revêtues de dizaines de milliers de signatures provenant de tous les coins du Canada. Elles continuent d'arriver tous les jours en masse aux bureaux des députés, au mien en tout cas. Nous espérons que devant ce mouvement de protestations et de suppliques, le ministre, comme le grincheux, aurait peut-être senti fondre son cœur et reconsidéré ou du moins attendu après Noël pour s'occuper du projet de loi C-70. Mais, bien sûr, nous savons ce qu'il en est ce matin.

En guise de cadeau de Noël aux enfants canadiens, le gouvernement a demandé une attribution de temps qui va nous forcer à précipiter l'étude du projet de loi. Ce n'est que la répétition de ce qu'il fait depuis la présentation du projet de loi C-70. Il a demandé une attribution de temps lorsque nous avons discuté le projet à la deuxième lecture. Il a imposé une attribution de temps alors que cela n'était pas nécessaire. Puis, lorsque le projet de loi s'est trouvé au comité, le gouvernement a réduit le nombre de semaines qui avait été prévu pour l'audition des témoins au comité. Il a refusé d'entendre certains témoins qui avaient demandé à comparaître. Je pense en particulier à des groupes qui s'inquiètent beaucoup du passage du projet de loi qui concerne les enfants disparus, et aux groupes qui cherchent à les retrouver. J'ai des pétitions provenant d'environ sept ou huit de ces groupes de tous les coins du Canada qui ont demandé au ministre d'être entendus. Bien sûr, le comité a refusé de les écouter sur les conseils du ministre. Nous avons donc eu une nouvelle attribution de temps à ce stade-là.

Les femmes autochtones n'ont pas été entendues. Des groupes autochtones, qui souffrent le plus de la pauvreté au Canada et qui en plus ont des familles beaucoup plus nombreuses, ont besoin de l'indexation intégrale des allocations familiales. On ne les a pas entendus. Le gouvernement a présenté une attribution de temps pour les travaux du comité, et encore une fois nous la voyons imposée à l'étape du rapport du projet de loi. Je trouve que c'est une véritable honte. Cela fait voir l'insincérité et la pagaille que le gouvernement perpétue.

Le ministre a répété je ne sais combien de fois qu'il avait pour politique sociale de renforcer la famille. Il dit qu'il se préoccupe de la famille et qu'il la soutient. Mais par ce projet de loi il l'attaque. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp), le ministre chargé du statut de la femme et, en fait, le premier ministre (M. Mulroney) ont dit que la femme allait être une importante priorité du gouvernement. Pourtant ce sont eux qui, dès la reprise à l'automne, ont présenté un projet de loi qui aura les femmes pour victimes. Il s'en prend tout particulièrement aux femmes à bas revenus et aux femmes qui se débattent pour élever seules leurs enfants.

Le ministre peut toujours rire, mais cela n'a rien de drôle pour les femmes du Canada qui vont voir diminuer leurs allocations familiales à cause de cette mesure.

M. Epp (Provencher): Elles vont augmenter.

Mme Mitchell: Le ministre dit encore une fois qu'elles vont augmenter. Il n'a pas écouté les consultations. Il cherche à créer un mythe, à perpétuer des conceptions erronées dans l'esprit des Canadiens. Il essaie de nous dire qu'il va y avoir une malheureuse augmentation de rien du tout en janvier, mais le CTC lui a présenté des chiffres auxquels il n'a pas fait attention. Ces chiffres montrent que les allocations familiales vont diminuer considérablement, et pour toutes les familles, au cours des prochaines années.

M. Epp (Provencher): Elles vont augmenter.

Mme Mitchell: Le crédit d'impôt-enfants sera également réduit. Le ministre continue à propager un véritable mythe et un malentendu parmi les Canadiens. Je ne crois pas que les Canadiens soient assez stupides pour ne pas se rendre compte des manigances du ministre. Que fait-il? Il fait des cadeaux de Noël à des Canadiens! Il dit aux pères et aux mères que le gouvernement ne se soucie guère de leur rôle de parents. Il dit que son gouvernement peut imposer la clôture sur le débat de ce projet de loi. Il n'a pas du tout écouté ce qui s'est dit au comité. Il n'a écouté ni les groupes qui s'intéressent à la politique sociale, ni les mouvements féminins. Il n'a écouté ni les groupes qui luttent contre la pauvreté ni les organismes regroupant les citoyens âgés. Il n'a écouté aucun des groupes qui ont comparu devant le comité et qui lui ont envoyé des télégrammes et des lettres. Je gagerais qu'il n'a pas reçu le moindre télégramme ou la moindre lettre appuyant sa politique.

J'aimerais que les députés conservateurs présentent les pétitions qu'ils ont sûrement reçues. Je sais que le premier ministre lui-même en a reçu des tas. Néanmoins, nous n'en avons pas entendu parler. J'ai des copies des pétitions adressées au premier ministre, mais il n'en a rien dit. Le gouvernement envoie un message négatif très clair aux Canadiens. Il le répétera tant qu'il demeurera au pouvoir. Les Canadiens n'oublieront pas cette mesure. Ils n'oublieront pas le cadeau de Noël que le ministre et son gouvernement font à des familles canadiennes.

Du point de vue politique, je ne comprends pas pourquoi le gouvernement agit ainsi à l'occasion de Noël. Le grincheux qui a volé Noël nous a dit qu'il accomplirait des choses magnifiques pour les familles. Le ministre des Finances (M. Wilson), soit dit en passant, nous a affirmé qu'il s'agissait seulement d'une mesure temporaire. Il a déclaré que les mesures budgétaires qui touchaient les contribuables dureraient tant que l'économie ne serait pas améliorée. Chaque jour à la Chambre le gouvernement affirme que l'économie s'est améliorée, qu'il y a plus d'emplois et plus de contribuables. Le gouvernement a établi l'impôt minimum et nous l'avons félicité. Cet impôt permettra à la trésorerie de recueillir une somme supplémentaire de 300 millions de dollars, mais le gouvernement n'utilisera pas ces fonds pour maintenir les allocations familiales. Il a trouvé un milliard pour les banques, mais il privera nos enfants de un milliard d'ici 1990, et le ministre se vante de majorer de quelques sous les allocations familiales l'an prochain. Nous